

Le Conseil national pousse les CFF et les routes nationales à produire davantage d'énergie solaire

# A l'assaut des routes et du rail

« GUILLAUME CHILLIER

**Energie** » Martina Munz attaque frontalement. Pour l'élue socialiste, les Chemins de fer fédéraux (CFF) et l'Office fédéral des routes (Ofrou) «ne semblent pas encore avoir pris conscience du sérieux de la situation» climatique. A la tribune du parlement, elle déplore que ces deux organisations semblent peu intéressées à assumer leur rôle de modèle en matière d'utilisation d'énergies renouvelables, surtout photovoltaïque.



**«Il faut que la Confédération serve de modèle»**

Christine Bulliard-Marbach

Si la Schaffhouseoise se montre irritée, c'est parce que le Conseil national s'apprête à voter sur deux motions de la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE). Martina Munz est rapporteure de la première. Elle exige que les CFF et l'Ofrou utilisent le potentiel exploitable de leurs infrastructures (toitures, murs antibruit, halls de gare, quais, arrêts, parkings, etc.) pour la production d'énergie solaire.

Portée par la centriste fribourgeoise Christine Bulliard-Marbach, la deuxième motion réclame que l'Ofrou mette gratuitement à disposition les



Il est reproché aux CFF et à l'Office fédéral des routes (Ofrou) de ne pas en faire assez dans le domaine de l'énergie solaire. Keystone-archives

bords des autoroutes pour que des tiers y installent des panneaux solaires. Au vote, toutes deux ont été acceptées à une large majorité. Seule l'UDC s'y est opposée.

«La Confédération doit servir de modèle. Pour l'Ofrou et les CFF, le solaire doit devenir une priorité. Il n'est pas possible de demander à la population d'être exemplaire si la Confédération ne l'est pas elle-même», tonne Christine Bulliard-Marbach. Pour l'écologiste valaisan Christophe Clivaz, «nous avons le

sentiment que les CFF n'ont pas de stratégie propre pour exploiter leur potentiel photovoltaïque, notamment celui de leur important parc immobilier».

## Des CFF ambitieux

Interpellés, les CFF répondent qu'ils «exploitent systématiquement les potentiels économiquement rentables des nouvelles énergies renouvelables». «Nous participons aussi à une initiative de la Confédération afin d'assumer notre rôle d'entreprise innovante et exemplaire»,

pose Sabine Baumgartner. La porte-parole en profite pour évoquer «les ambitieux objectifs d'augmentation de la production d'énergies renouvelables» de l'ex-régie fédérale.

D'ici à 2030, elle compte produire chaque année 30 gigawattheures (GWh) de courant domestique renouvelable, principalement photovoltaïque, ainsi que 120 GWh de courant solaire pour ses propres besoins. «Pour ce faire, les CFF disposent d'un important portefeuille propre de bâtiments,

d'infrastructures et de surfaces», affirme-t-elle.

L'Ofrou aussi se défend. L'office a un objectif de produire 35 GWh par an d'énergie renouvelable d'ici à 2030 (contre 1 GWh en 2020). «Cela correspond au potentiel disponible à proximité des lieux de consommation de nos propres infrastructures, comme les bâtiments où les constructions proches des tunnels», assure Benno Schmid, communicant en chef. Il ajoute: «L'Ofrou s'est engagé à prendre des mesures

exemplaires en matière de politique énergétique et climatique dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050.»

La droite trouve qu'attaquer l'Ofrou et les CFF sur ce sujet frise la mauvaise foi. Opposé aux deux motions, l'UDC fribourgeois Pierre-André Page affirme aussi que ce n'est pas si simple d'installer du photovoltaïque sur le bord des autoroutes. «Il y a les reflets, les problèmes de raccordement... Des choix de secteurs doivent être faits et l'Ofrou est en train d'analyser cela», relève-t-il.

## Peu de potentiel

Le libéral-radical fribourgeois Jacques Bourgeois acquiesce. Le président de la CEATE s'est abstenu sur la première motion et a approuvé la deuxième. Pour lui, bien qu'il faille veiller au développement de l'énergie solaire, le potentiel qui ressort de ces analyses n'est pas énorme. On parle de 101 GWh (+50 GWh le long des routes et mis à disposition de tiers), soit 0,15% du potentiel photovoltaïque total de la Suisse (sur les toitures et façades), et 0,17% de la consommation d'électricité totale du pays.

«Je préférerais que nous travaillions sur l'ensemble des lieux où il y a un vrai potentiel. Il faut viser les endroits idéaux, bien exposés, que ce soit sur le domaine public ou privé», lance le Fribourgeois.

Les élus UDC craignent aussi que le développement de l'énergie solaire se fasse au détriment de l'entretien des routes et du rail. Confrontée à une salve de questions, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga résume: «La sécurité d'approvisionnement en énergies, indigènes est une priorité absolue pour la population et pour l'économie. C'est pourquoi nous devrions faire tout ce qui est possible.» Pour la majorité, les choix du jour vont dans ce sens. »